

A Melun, le 9 janvier 2023

## COMMUNIQUÉ

### CSAL DU 09/01/2023

Madame La Présidente,

En ce lundi 9 janvier 2023, nous sommes à la veille d'annonces gouvernementales concernant le projet de réforme des retraites touchant l'ensemble du monde du travail. Cette réforme voulant rallonger l'âge de départ à la retraite à 65 ans est une nouvelle fois un choix idéologique visant à continuer de casser notre système de protection sociale.

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 s'inscrit d'ores et déjà dans le combat de cette réforme.

C'est dans ce contexte que vous convoquez le premier Comité Sociale d'Administration Local de la DDFiP 77 (fusion du CTL et CHSCT) issu de la loi de transformation de la Fonction Publique d'août 2019.

Pour l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77, cette loi et donc cette nouvelle instance, que nous avons toujours combattue, est synonyme de recul de la défense des droits des agents.

L'ordre du jour de ce CSAL est varié, illustrant bien cette nouvelle instance fourre tout que nous avons très justement anticipée, mélange de sujets nécessitant le dialogue et celui très dogmatique des suppressions d'emplois. Sur ce dernier point, depuis l'annonce du projet de finances 2023, les responsables politiques et administratifs se sont félicités du « peu » de suppressions d'emplois pour notre administration avec 850 emplois supprimés mais la réalité est tout autre avec 1362 suppressions d'emplois pour les DDFiP et DRFiP.

Et pour la DDFiP 77, ce sont 39 nouvelles suppressions. Nous sommes dans la lignée de 2021 (- 45 emplois), 2022 (- 44 emplois) et connaissons même une augmentation par rapport à 2020 (- 34 emplois), pas de quoi se réjouir.

Ces suppressions d'emplois purement budgétaires ayant pour but de réduire la dépense publique ont un coût supporté par les agents et le service public. En effet, celles-ci ont un impact direct sur la qualité du service public mais aussi sur la vie professionnelle et familiale des agents directement impactés par la suppression de leur emploi. Ces suppressions d'emplois entraînent également une détérioration des conditions de travail : augmentation de la charge de travail, pression de plus en plus forte sur les agents, difficultés pour poser les congés, refus de formation professionnelle...

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques 77 – CGT Finances Publiques 77 condamne fermement ces nouvelles suppressions portant ainsi à 716 emplois supprimés à la DDFiP 77 en 20 ans.

Nous exigeons des moyens humains pour l'exercice des missions afin de rendre un service public de qualité, une réelle reconnaissance de l'engagement des agents avec une revalorisation salariale, de réelles perspectives de carrière...

Au regard de l'ordre du jour, du contexte national, les élu·es Solidaires Finances Publiques 77, CGT Finances Publiques 77 ne siègeront pas à ce CSAL.

Nos organisations syndicales représentants près de 70 % aux élections professionnelles, nous vous demandons de profiter du nouveau délai d'ici la deuxième convocation pour revoir le projet dans l'intérêt du service public et des agents.

Nous souhaitons que ce communiqué soit indexé au PV de carence.